

Bâtir la Souveraineté Écologique des Suds

De Belém à Addis-Abeba : vers un nouvel équilibre de la gouvernance climatique mondiale

Erika Reijnders-Netchenawoe

Juriste de formation, spécialiste en droit international public

Cofondatrice et présidente d'Humanitas International (Togo, Belgique)

À l'approche de la COP31 (Antalya, novembre 2026)

Erika Reijnders-Netchenawoe

Juriste de formation, spécialiste en droit international public

Cofondatrice et présidente d'Humanitas International (Togo, Belgique)

Fondatrice de SIC — Strategic Institutional Consulting

Ancienne coordinatrice du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE), Benelux

Togo Country Chair, G100 — Entrepreneuriat & Entreprises durables

Mot de l'auteur

J'ai écrit cette note non comme une spectatrice des débats internationaux, mais comme une praticienne. Juriste de formation, j'ai choisi de mettre le droit international au service d'un engagement concret : depuis 2019, avec Humanitas International, je conduis sur le terrain togolais des actions de reboisement, d'éducation environnementale et d'accompagnement des communautés rurales.

C'est cette double expérience — celle du droit et celle du terrain — qui fonde la présente note. J'y ai vu, de mes yeux, combien l'écart entre les textes et leur application demeure le véritable obstacle à la souveraineté écologique de nos pays. Et j'y ai vu aussi combien les communautés locales, lorsqu'on leur en donne les moyens, se révèlent les premières gardiennes de leur environnement.

À l'approche de la COP31, et alors que l'Afrique s'apprête à accueillir la COP32 à Addis-Abeba, j'ai voulu porter cette conviction au niveau où se décident les

grands équilibres. Ce document est une contribution à ce débat — rigoureuse dans ses sources, mais nourrie d’une expérience vécue.

Cette note ne prétend pas couvrir l’ensemble des enjeux de la gouvernance climatique mondiale. Elle propose une grille de lecture centrée sur les capacités institutionnelles du Sud global et sur les conditions d’une souveraineté écologique effective.

Erika Reijnders-Netchenawoe

Résumé exécutif

À l’aube des négociations de la trente et unième Conférence des Parties (COP31), la gouvernance environnementale mondiale traverse une crise de légitimité dont la profondeur ne saurait être sous-estimée. Les modèles descendants et uniformes, dictés par les pays industrialisés du Nord, ont tout à la fois échoué à enrayer la dégradation des écosystèmes du Sud global et contribué à perpétuer des asymétries économiques héritées de l’histoire.

La présente note de position entend démontrer qu’une occasion géopolitique sans précédent se dessine, qu’il convient de nommer la Trajectoire des Suds : un continuum diplomatique reliant le Brésil, hôte de la COP30 à Belém, aux États insulaires du Pacifique, épicerie de la réunion préparatoire, puis à la Turquie et à l’Australie, qui président conjointement la COP31, avant que l’Afrique n’accueille la COP32 à Addis-Abeba, en 2027. Ce document plaide pour une rupture de fond : substituer au « néo-colonialisme vert » une souveraineté écologique africaine, fondée sur la résilience institutionnelle, la sécurité foncière des communautés locales et l’unité diplomatique des Suds.

Pourquoi ce document maintenant ?

COP31 à Antalya (2026) · COP32 à Addis-Abeba (2027)

Une opportunité historique pour l’Afrique

La nécessité d’une position africaine commune

1. Le manifeste de la Trajectoire des Suds : l’inversion du rapport de force global

De l’illusion d’un consensus global à l’épuisement du modèle du Nord

Structurée depuis le Sommet de la Terre de Rio, en 1992, sous l’égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la gouvernance environnementale internationale repose sur un postulat dont la séduction n’égale que le caractère biaisé : celui d’une

responsabilité partagée qui, face à une crise tenue pour globale, appellerait des réponses elles-mêmes universelles et confiées aux mécanismes de marché. Trente années plus tard, ce modèle révèle des limites qui tiennent à sa structure même. Les marchés du carbone, la financiarisation de la nature et les promesses non honorées de l'aide publique au développement n'auront trop souvent été que des instruments de gestion de crise, par lesquels les pays du Nord ont pu externaliser leur dette écologique tout en pesant durablement sur les politiques intérieures des États du Sud.

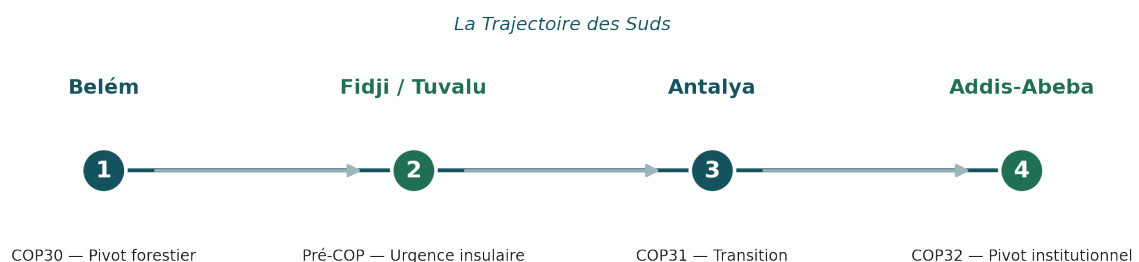
L'Afrique et les grands ensembles en développement ne sauraient se résigner plus longtemps à n'être que les variables d'ajustement d'un agenda conçu sans eux. La crise écologique ne procède pas d'une simple défaillance technique du marché ; elle est le produit d'une asymétrie politique, où le Sud fournit la matière première de la transition mondiale — cobalt, lithium, préservation des puits de carbone — au prix de sa propre dégradation environnementale et sociale.

Définition — La Trajectoire des Suds

La Trajectoire des Suds désigne la continuité diplomatique reliant les grands espaces écologiques du Sud global — l'Amazonie, les États insulaires du Pacifique et l'Afrique — en vue de construire une gouvernance climatique fondée sur la souveraineté, la responsabilité partagée et la justice environnementale.

La diplomatie itinérante des Suds : un axe géopolitique inédit

L'année 2026 marque, à cet égard, un tournant. La succession des cycles de négociation dessine une feuille de route qui, loin de demeurer l'apanage des capitales occidentales, ancre désormais le leadership environnemental dans les réalités du Sud global :



- **Le pivot forestier (Belém, COP30) :** le Brésil y a réaffirmé la centralité des grands massifs tropicaux — l'Amazonie comme le bassin du Congo — non point comme des « biens publics mondiaux » ouverts à l'ingérence, mais comme des instruments de souveraineté étatique et populaire.
- **Le pivot de l'urgence (Fidji et Tuvalu, Pré-COP) :** en confiant la réunion préparatoire aux États insulaires du Pacifique, la communauté internationale replace au centre des débats la survie immédiate des communautés menacées par la montée des eaux, ainsi que l'exigence, non négociable, d'un financement des pertes et préjudices.¹
- **La transition de la COP31 (Turquie et Australie) :** l'architecture singulière de cette Conférence — présidence formelle assurée par la Turquie, à Antalya, et conduite des négociations revenant à l'Australie — investie d'une autorité exclusive sur les négociations et porteuse de la voix du Pacifique — place le financement de l'adaptation, et singulièrement celui des petits États insulaires en développement, au cœur des discussions. C'est par ce relais que la Trajectoire des Suds s'y prolonge, quand bien même le pays hôte n'appartient pas au Sud.²
- **Le pivot institutionnel (Éthiopie, COP32) :** en accueillant la COP32 à Addis-Abeba, en 2027, l'Afrique se verra offrir l'occasion de consolider cet héritage et de porter, d'une seule voix, un cadre juridique continental unifié.

Définir la souveraineté écologique

Pour le Sud, et singulièrement pour l'Afrique subsaharienne, la souveraineté écologique doit s'entendre comme le droit inaliénable des États et des peuples de définir leurs propres normes de gestion, de protection et de valorisation de leurs ressources naturelles, en cohérence avec les besoins de leurs populations et en rupture avec les conditionnalités financières du Nord. Elle commande que les services écosystémiques rendus par l'Afrique à la régulation thermique de la planète soient reconnus, non comme autant de concessions morales, mais comme des actifs stratégiques ouvrant droit à une justice réparatrice.

2. L'épreuve du terrain en Afrique : les contradictions d'une gouvernance asymétrique

Pour qu'elle puisse légitimement porter une voix souveraine lors de la COP31 et poser les jalons de la COP32, l'Afrique se doit d'abord d'examiner ses propres structures de gouvernance avec lucidité. Le continent est en effet traversé par un paradoxe majeur : une excellence juridique sur le papier, que neutralisent, sur le terrain, des arbitrages politiques sacrifiant systématiquement l'horizon écologique de long terme aux urgences financières du moment.

A. Le « fossé textuel » : l'hypertrophie juridique au regard du déficit d'application

L'Afrique francophone et subsaharienne ne souffre nullement d'un vide législatif. Elle dispose, tout au contraire, de l'un des corpus de droit de l'environnement les plus progressistes qui soient.

- **Le socle constitutionnel continental** : adoptée à Nairobi le 27 juin 1981 sous l'égide de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et entrée en vigueur en 1986, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples énonce, en son article 24, que « tous les peuples ont droit à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement ». Cette constitutionnalisation précoce du droit à l'environnement devance nombre de cadres juridiques occidentaux.³
- **La Convention de Bamako (1991)** : adoptée le 30 janvier 1991 et entrée en vigueur en 1998, elle constitue une réponse souveraine au trafic de déchets toxiques en provenance des pays industrialisés, en prohibant l'importation, sur le continent, de déchets dangereux et radioactifs.

Ce monument juridique se heurte pourtant à une application défailante. Ce « fossé textuel » procède de deux failles organiques.

1. L'asphyxie par le défaut de décrets d'application

Le premier rapport mondial du Programme des Nations Unies pour l'Environnement sur l'état de droit environnemental (2019) a établi un constat sans appel : si le nombre de lois environnementales a été multiplié par trente-huit dans le monde depuis 1972 — cent soixante-seize pays disposant aujourd'hui d'une loi-cadre, et plus de cent cinquante constitutions consacrant le droit à un environnement sain —, leur défaut d'application demeure, selon le PNUE lui-même, l'un des plus grands défis de la gouvernance environnementale mondiale.⁴

Le phénomène est patent en Afrique. Des lois-cadres, adoptées à l'unanimité par les parlements nationaux, demeurent de simples déclarations d'intention des décennies durant. Faute de décrets d'application précis, les administrations ne disposent ni des barèmes de sanctions, ni des procédures opérationnelles qui leur permettraient de verbaliser les contrevenants.

2. La carence du contentieux environnemental

Le pouvoir judiciaire constitue le maillon le plus fragile de cette gouvernance. Magistrats et forces de sécurité ne reçoivent que rarement une formation spécialisée en droit de l'environnement. Les atteintes les plus graves — pollutions industrielles, destruction des mangroves, orpaillage clandestin — se trouvent dès lors traitées comme de simples délits mineurs, ou étouffées faute de moyens d'investigation.

Le terrain confirme — l'expérience d'Humanitas International

Depuis 2019, Humanitas International conduit au Togo des campagnes de reboisement et d'éducation environnementale. En 2025, sa campagne « Semons l'Avenir » a permis la mise en terre de 4 450 plants sur quatre communes, à l'occasion de la Journée Nationale de l'Arbre. Cette expérience de terrain confirme un constat décisif : l'obstacle premier à la gouvernance environnementale ne réside pas dans l'absence de normes, mais dans leur mise en œuvre effective, au plus près des communautés.

B. L'asymétrie des pouvoirs et le piège extractiviste

Au principe même de cette impuissance publique se trouve l'architecture de nombre de gouvernements africains, où les ministères chargés de l'Environnement subissent une relégation politique et budgétaire chronique. On les perçoit, au mieux, comme des vitrines diplomatiques destinées à capter l'aide internationale ; au pire, comme des freins au développement. Lors des arbitrages interministériels, la confrontation se révèle structurellement inégale :

Ministère de l'Environnement	Ministères régaliens et productifs (Mines, Énergie, Finances)
Budgets dérisoires ; incapacité à financer les contrôles de terrain.	Budgets les plus élevés de l'État, soutenus par la présidence.
Finalité : préservation des écosystèmes et durabilité sociale.	Finalité : maximisation des recettes et des devises immédiates.
Porte les alertes climatiques et les engagements souscrits lors des COP.	Porte le poids des négociations avec les firmes extractives transnationales.

Cette configuration favorise structurellement l'extractivisme. Lorsqu'est découvert un gisement de bauxite, d'or, de cobalt ou d'hydrocarbures, les Études d'Impact Environnemental et Social (EIES) se trouvent fréquemment réduites à de pures formalités administratives. Pressés par le service de la dette et l'urgence des infrastructures essentielles, les gouvernements souscrivent des contrats de concession asymétriques, dont les clauses de restauration environnementale demeurent vagues, voire juridiquement inopposables.

C. La capture de la rente environnementale

- **La capture par les réseaux clandestins** : le trafic de bois précieux, à l'instar du bois de rose en Afrique de l'Ouest, comme l'orpaillage clandestin, prospèrent à grande échelle, à la faveur de la porosité des frontières et de défaillances du contrôle transfrontalier. Ces activités ravagent les bassins versants, polluent les cours d'eau au mercure et privent les États de recettes fiscales considérables. Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, l'Afrique perdrait ainsi près de 195 milliards de dollars par an de son capital naturel, à travers les flux financiers illicites, l'exploitation minière et forestière illégales, le braconnage et la pêche non régulée.⁵
- **L'impunité des acteurs industriels** : tirant parti de la faiblesse des polices environnementales, certaines entreprises transnationales externalisent leurs coûts écologiques en polluant nappes phréatiques et zones périurbaines. Le risque d'une sanction lourde y demeurant statistiquement négligeable, le principe du « pollueur-payeur » s'en trouve neutralisé.

La gouvernance environnementale africaine souffre ainsi d'un mal profond : rigoureuse à l'endroit des petits exploitants, elle se révèle structurellement impuissante face aux acteurs de la grande prédation économique.

3. Les laboratoires du Sud : innovations institutionnelles et résistances communautaires

Face à l'impasse des modèles importés du Nord, le Sud global ne saurait être réduit à un espace de vulnérabilité : il constitue un vaste laboratoire d'innovations juridiques et politiques. À l'approche de la COP31, le croisement des trajectoires de l'Afrique, du Brésil et des nations insulaires du Pacifique révèle des solutions endogènes susceptibles de redéfinir la gouvernance environnementale mondiale.

A. Le modèle brésilien des Reservas Extrativistas : la sécurisation des droits fonciers traditionnels

Longtemps, le Brésil a pratiqué, à l'égal de l'Afrique, une « écologie de forteresse » : une protection de la nature conçue par le haut, qui excluait et criminalisait les populations locales. Le basculement s'est opéré par la reconnaissance juridique des droits des peuples de la forêt.

- **L'innovation des réserves extractives** : consacré par la législation brésilienne, ce dispositif attribue la gestion exclusive d'un territoire à des communautés traditionnelles, sous la condition qu'elles en préservent l'écosystème. L'État ne privatise pas la terre ; il en sanctuarise l'usage au bénéfice de ceux qui la protègent.
- **La transposition au contexte africain** : alors que l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale affrontent une vague d'accaparement des terres par des firmes agro-industrielles étrangères, l'exemple brésilien trace la voie : la préservation de la biodiversité y est directement tributaire de la sécurisation juridique des droits fonciers coutumiers. Confier légalement la forêt et les terroirs aux communautés locales, c'est ériger la plus efficace des barrières contre l'exploitation clandestine et la prédation des grands groupes. Le terrain juridique africain n'est du reste pas vierge : des structures de formalisation foncière existent déjà — Secrétariats Fonciers Coutumiers au Ghana, Agence Foncière Rurale (AFOR) en Côte d'Ivoire, Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) au Bénin —, prêtes à accueillir de telles innovations. Encore faut-il que cette sécurisation foncière collective s'accompagne d'un pouvoir de police administrative et environnementale autonome : sans force capable de protéger physiquement les frontières de ces territoires contre les accapareurs, le bouclier juridique demeure lettre morte. C'est à cette condition que le titre devient un rempart réel.

B. Le pivot pacifique : la résilience communautaire à l'épreuve de l'urgence

L'intégration des États insulaires du Pacifique — Fidji, Tuvalu — déplace le curseur de la gouvernance, de la gestion de la conservation vers la gestion de la survie. Ces nations, qui partagent avec les façades maritimes ouest-africaines une érosion côtière dramatique, ont élaboré une gouvernance de l'adaptation tout entière ordonnée à la résilience des communautés.

- **Le concept de sécurité environnementale globale** : par la Déclaration de Boe (Forum des Îles du Pacifique, Nauru, 2018), le Pacifique a imposé l'idée que le changement climatique ne relève pas d'un problème technique, mais constitue « la menace la plus grave pour les moyens de subsistance, la sécurité et le bien-être des peuples du Pacifique ». De là procèdent des structures de décision décentralisées, où chefs traditionnels et municipalités conduisent directement les plans de relocalisation et de restauration des écosystèmes côtiers.⁶

Le terrain confirme — lutter contre l'érosion à Aného

À Aného (commune des Lacs 1), Humanitas International a planté 350 cocotiers sur le littoral de N'lessi pour enrayer l'érosion côtière, en partenariat avec le maire et la chefferie locale. L'expérience togolaise le démontre : les collectivités locales et les

communautés rurales sont les premières gardiennes de l'environnement, dès lors qu'elles disposent des moyens institutionnels adéquats.

- **L'enseignement pour l'Afrique littorale** : confrontée à l'érosion du golfe de Guinée, qui détruit les infrastructures et déplace les populations de pêcheurs, l'Afrique gagnerait à délaisser les grands plans technocratiques nationaux au profit de cadres de gouvernance locaux, dotés de financements directs, qui permettraient aux communautés côtières de piloter elles-mêmes leur adaptation.

C. La résilience institutionnelle face aux fluctuations politiques

L'histoire récente du Brésil — démantèlement des normes environnementales sous la présidence Bolsonaro, suivi d'une entreprise de restauration sous la présidence Lula — offre à l'Afrique une leçon décisive quant à la durabilité des institutions.

- **Les contre-pouvoirs constitutionnels** : si l'Amazonie a pu survivre aux vagues de dérégulation, elle le doit à la solidité de la Constitution de 1988 et à l'indépendance du pouvoir judiciaire, au premier rang duquel le Ministère public (Ministério Público), qui a fait office de bouclier juridique autonome face à un exécutif allié à l'agro-négoce.
- **L'impératif d'indépendance des agences africaines** : en Afrique, la gouvernance environnementale s'effondre trop souvent à chaque alternance ou remaniement. Le précédent brésilien démontre qu'il est indispensable de sanctuariser les agences de régulation et les polices de l'environnement, en leur conférant une autonomie juridique et budgétaire de rang constitutionnel, qui les soustraie aux humeurs des majorités et au lobbying des industries extractives.

Le Togo, laboratoire de la souveraineté écologique

Le Togo illustre concrètement les ambitions de cette note. Confronté à l'érosion côtière du golfe de Guinée, le pays expérimente des réponses qui allient protection des écosystèmes et développement local : reboisement communautaire, valorisation du littoral et mobilisation des autorités locales. Le Port de Lomé, l'un des plus actifs d'Afrique de l'Ouest, et l'essor de l'économie bleue en font un point d'appui stratégique pour penser la transition. C'est dans cet esprit que s'inscrit le Forum International de l'Environnement et de l'Économie Bleue (FIEEB 2026), conçu comme un cadre de mobilisation des acteurs publics, privés et communautaires autour de ces enjeux.



4. L'agenda d'Addis-Abeba : recommandations pour une souveraineté écologique africaine

La trajectoire géopolitique des Suds, qui s'étend des forêts de Belém aux îles du Pacifique, doit trouver sa consécration institutionnelle sur le sol africain, lors de la COP32. Pour peser pleinement dans la gouvernance climatique mondiale et faire de ses écosystèmes autant de leviers d'émancipation, l'Afrique subsaharienne se doit d'engager une refonte profonde de ses modes de gouvernance. Cinq recommandations s'imposent, à l'adresse des décideurs étatiques, des organisations régionales et de la société civile.

1. Constitutionnaliser la gouvernance et autonomiser les organes de contrôle

- **Préconisation** : à l'image du modèle constitutionnel brésilien, inscrire l'indépendance juridique et budgétaire des agences nationales de gestion de l'environnement dans les textes fondamentaux des États. Ces agences, comme les corps d'inspection, doivent disposer de budgets autonomes, indexés sur les taxes d'extraction minière ou pétrolière, afin de mener leurs contrôles sans dépendre des dotations ministérielles ni de l'aide internationale.

2. Sécuriser les droits fonciers coutumiers pour en faire des boucliers écologiques

- **Préconisation** : instituer des cadres juridiques nationaux inspirés des Reservas Extrativistas amazoniennes. Reconnaître et formaliser, par des titres collectifs, les droits fonciers coutumiers des communautés locales et autochtones, en subordonnant ces droits d'usage exclusifs à un cahier des charges de gestion durable — érigeant ainsi les populations en premières gardiennes du territoire contre l'accaparement et l'orpaillage clandestin.

3. Spécialiser le pouvoir judiciaire et réprimer la criminalité environnementale

- **Préconisation** : créer, au sein des juridictions africaines, des parquets environnementaux spécialisés, et introduire des modules obligatoires de droit de l'environnement dans les écoles de la magistrature et de la gendarmerie. Rendre publiques les EIES et assouplir les règles de recevabilité, afin que les organisations de la société civile et les citoyens puissent agir directement contre l'État ou les entreprises responsables d'une dégradation écologique.

4. Bâtir un front diplomatique unique sur les services écosystémiques

- **Préconisation** : consolider l'alliance des grands bassins forestiers et l'élargir aux nations du Pacifique, de manière à y intégrer la protection des écosystèmes marins. Exiger, d'une seule voix, la substitution aux mécanismes volontaires de compensation carbone d'un système de paiements pour services écosystémiques (PSE), fixés souverainement par les pays du Sud. Subordonner l'accès aux puits de carbone africains à des annulations substantielles de dettes souveraines et à des transferts de technologies propres. Un tel front suppose toutefois de surmonter la pluralité des intérêts africains, les pays exportateurs d'hydrocarbures ne partageant pas toujours les priorités des États les plus exposés ou les plus tournés vers la conservation. Il revient à l'Union africaine, depuis Addis-Abeba, de jouer ce rôle pivot d'harmonisation avant 2027, en transformant le capital naturel du continent en instrument de négociation collective.

5. Territorialiser l'adaptation et l'économie résiliente

- **Préconisation** : s'inspirer de la gouvernance décentralisée du Pacifique pour instituer des fonds d'adaptation communautaires. Affecter une part déterminée des redevances minières ou maritimes directement aux municipalités et aux chefferies traditionnelles, en particulier pour endiguer l'érosion du golfe de Guinée et la désertification au Sahel, en privilégiant les solutions fondées sur la nature.

Conclusion : faire d'Addis-Abeba un commencement

La COP32 d'Addis-Abeba ne saurait n'être qu'une conférence de plus. Elle doit marquer l'entrée de l'Afrique — et, à travers elle, des Suds — dans une nouvelle ère de souveraineté écologique, où la protection de l'environnement cesse d'être subie comme une contrainte imposée du dehors pour devenir un levier de développement, de stabilité et de dignité pour les peuples.

Tel est l'enjeu de la Trajectoire des Suds : non pas quémander une place à la table d'un ordre conçu sans elle, mais redéfinir les termes mêmes du dialogue. Le continent qui a constitutionnalisé le droit à l'environnement avant beaucoup d'autres, qui abrite les forêts et les sols dont dépend l'équilibre du monde, a une voix à faire entendre, et l'heure est venue de la porter d'un seul tenant.

Notes et références

1. Forum des Îles du Pacifique et Gouvernement australien (DCCEEW), annonce du 26 février 2026 : Fidji accueille les réunions pré-COP, Tuvalu une composante dirigeants ; tenue attendue début octobre 2026.
2. CCNUCC, « Türkiye-Australia Partnership Modalities », 21 novembre 2025 : la Turquie assure la présidence de la COP31, l'Australie la conduite des négociations (President of Negotiations).
3. Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, OUA, adoptée à Nairobi le 27 juin 1981, entrée en vigueur le 21 octobre 1986, article 24.
4. PNUE, Environmental Rule of Law : First Global Report, Nairobi, 2019 (multiplication par 38 des lois environnementales depuis 1972 ; 176 lois-cadres ; plus de 150 constitutions).
5. PNUE, estimations relatives à la perte de capital naturel de l'Afrique (de l'ordre de 195 milliards USD par an : flux illicites, exploitation minière et forestière illégales, braconnage, pêche non régulée).
6. Forum des Îles du Pacifique, Déclaration de Boe sur la sécurité régionale, Nauru, 2018.

Bibliographie et sources de référence

- Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Organisation de l'Unité Africaine (OUA), adoptée à Nairobi le 27 juin 1981, entrée en vigueur le 21 octobre 1986 (article 24).
- Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières, OUA, adoptée le 30 janvier 1991, entrée en vigueur en 1998.
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Sommet de la Terre, Rio de Janeiro, 1992.
- Forum des Îles du Pacifique, Déclaration de Boe sur la sécurité régionale, Nauru, 2018.
- Commission Économique pour l'Afrique (CEA), Rapport sur la gouvernance des ressources naturelles en Afrique et les défis de l'extractivisme, Addis-Abeba, 2023.
- Constitution de la République fédérative du Brésil, 1988 (fonction sociale de la propriété ; rôle du Ministère public).

- Third World Network, analyses relatives à la finance climatique et aux asymétries Nord-Sud, 2024.
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), Environmental Rule of Law : First Global Report, Nairobi, 2019.
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), travaux relatifs à la Convention de Bamako, à la perte de capital naturel (estimée à 195 milliards USD/an) et à la gouvernance environnementale africaine.
- CCNUCC, décisions et arrangements relatifs à la présidence de la COP31 (Antalya, 2026) et à la COP32 (Addis-Abeba, 2027).
- Elinor Ostrom, Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action, Cambridge University Press, 1990.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Rapports d'évaluation sur le changement climatique.
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), travaux sur les solutions fondées sur la nature.

Erika Reijnders-Netchenawoe

Cofondatrice et présidente d'Humanitas International (Togo, Belgique)

Fondatrice de SIC — Strategic Institutional Consulting | Togo Country Chair, G100

asbl.humanitas@gmail.com | www.humanitas-asbl.com

Building the Ecological Sovereignty of the Souths

From Belem to Addis Ababa: towards a new balance in global climate governance

Erika Reijnders-Netchenawoe

Lawyer by training, specialist in public international law

Co-founder and President of Humanitas International (Togo, Belgium)

Ahead of COP31 (Antalya, November 2026)

Erika Reijnders-Netchenawoe

Lawyer by training, specialist in public international law

Co-founder and President of Humanitas International (Togo, Belgium)

Founder of SIC — Strategic Institutional Consulting

Former Coordinator of the High Council of Togolese Abroad (HCTE), Benelux

Togo Country Chair, G100 — Entrepreneurship & Sustainable Business

A Word from the Author

I have written this note not as an observer of international debates, but as a practitioner. A lawyer by training, I chose to place international law at the service of concrete action: since 2019, with Humanitas International, I have led reforestation, environmental-education and community-support programmes on the ground in Togo.

It is this twofold experience — of law and of the field — that grounds the present note. I have seen with my own eyes how the gap between texts and their implementation remains the true obstacle to the ecological sovereignty of our countries. And I have also seen how local communities, when given the means, prove to be the foremost guardians of their environment.

As COP31 approaches, and as Africa prepares to host COP32 in Addis Ababa, I wished to carry this conviction to the level where the great balances are

decided. This document is a contribution to that debate — rigorous in its sources, yet nourished by lived experience.

This note does not claim to cover the full range of issues in global climate governance. It proposes a reading grid centred on the institutional capacities of the Global South and on the conditions for an effective ecological sovereignty.

Erika Reijnders-Netchenawoe

Executive Summary

On the eve of the negotiations of the thirty-first Conference of the Parties (COP31), global environmental governance is undergoing a crisis of legitimacy whose depth should not be underestimated. The top-down, uniform models dictated by the industrialised countries of the North have both failed to halt the degradation of the ecosystems of the Global South and contributed to perpetuating economic asymmetries inherited from history.

This position paper sets out to demonstrate that an unprecedented geopolitical opportunity is taking shape, one that may be called the Trajectory of the Souths: a diplomatic continuum linking Brazil, host of COP30 in Belem, to the island states of the Pacific, epicentre of the preparatory meeting, then to Turkey and Australia, which jointly preside over COP31, before Africa hosts COP32 in Addis Ababa in 2027. This document argues for a fundamental break: replacing "green neo-colonialism" with an African ecological sovereignty, grounded in institutional resilience, the land security of local communities, and the diplomatic unity of the Souths.

Why this document now?

COP31 in Antalya (2026) · COP32 in Addis Ababa (2027)

A historic opportunity for Africa

The need for a common African position

1. The Manifesto of the Trajectory of the Souths: Reversing the Global Balance of Power

From the illusion of a global consensus to the exhaustion of the Northern model

Structured since the Earth Summit in Rio, in 1992, under the aegis of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), international environmental governance rests on a premise whose appeal is matched only by its bias: that of a shared responsibility which, in the face of a crisis held to be global, would call for responses that are themselves universal and entrusted to

market mechanisms. Thirty years on, this model reveals limits that are inherent to its very structure. Carbon markets, the financialisation of nature, and the unkept promises of official development assistance have too often been mere instruments of crisis management, through which the countries of the North have externalised their ecological debt while weighing durably on the domestic policies of the States of the South.

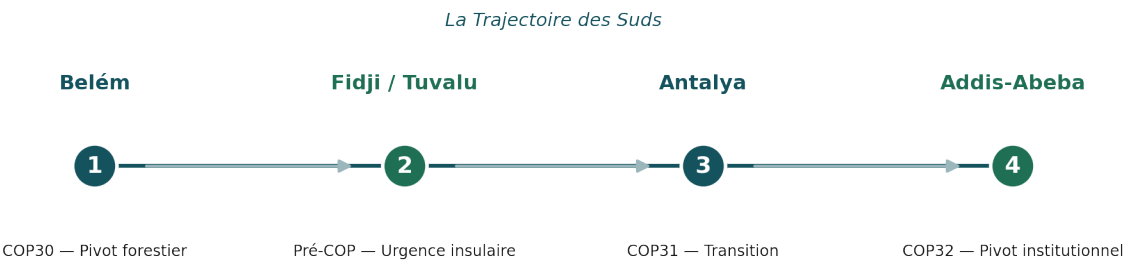
Africa and the great developing blocs can no longer resign themselves to being the mere adjustment variables of an agenda devised without them. The ecological crisis does not stem from a simple technical failure of the market; it is the product of a political asymmetry, in which the South supplies the raw material of the global transition - cobalt, lithium, the safeguarding of carbon sinks - at the price of its own environmental and social degradation.

Definition — The Trajectory of the Souths

The Trajectory of the Souths denotes the diplomatic continuity linking the great ecological spaces of the Global South — the Amazon, the island states of the Pacific, and Africa — with a view to building a climate governance founded on sovereignty, shared responsibility, and environmental justice.

The itinerant diplomacy of the Souths: an unprecedented geopolitical axis

The year 2026 marks, in this respect, a turning point. The succession of negotiation cycles traces a roadmap that, far from remaining the preserve of Western capitals, now anchors environmental leadership in the realities of the Global South:



- **The forest pivot (Belem, COP30):** Brazil reaffirmed the centrality of the great tropical forests - the Amazon as well as the Congo Basin - not as "global public goods" open to interference, but as instruments of state and popular sovereignty.
- **The pivot of urgency (Fiji and Tuvalu, Pre-COP):** by entrusting the preparatory meeting to the island states of the Pacific, the international community places at the centre of the debate the immediate survival of communities threatened by rising waters, together with the non-negotiable demand for the financing of loss and damage.¹
- **The transition of COP31 (Turkey and Australia):** the singular architecture of this Conference - formal presidency held by Turkey, in Antalya, and the conduct of negotiations falling to Australia - vested with exclusive authority over the negotiations and carrying the voice of the Pacific - places the financing of adaptation, and singularly that of small island developing States, at the heart of the discussions. It is through this relay that the Trajectory of the Souths extends to it, even though the host country does not belong to the South.²
- **The institutional pivot (Ethiopia, COP32):** by hosting COP32 in Addis Ababa, in 2027, Africa will be given the opportunity to consolidate this legacy and to carry, with one voice, a unified continental legal framework.

Defining ecological sovereignty

For the South, and singularly for sub-Saharan Africa, ecological sovereignty must be understood as the inalienable right of States and peoples to define their own standards for the management, protection, and valorisation of their natural resources, in keeping with the needs of their populations and in rupture with the financial conditionalities of the North. It demands that the ecosystem services rendered by Africa to the thermal regulation of the planet be recognised, not as so many moral concessions, but as strategic assets giving rise to a right to reparative justice.

2. The Test of the Field in Africa: The Contradictions of an Asymmetric Governance

If it is to legitimately carry a sovereign voice at COP31 and lay the groundwork for COP32, Africa must first examine its own structures of governance with lucidity. The continent is indeed crossed by a major paradox: a legal excellence on paper, neutralised on the ground by political trade-offs that systematically sacrifice the long-term ecological horizon to the financial urgencies of the moment.

A. The "textual gap": legal hypertrophy against the deficit of enforcement

Francophone and sub-Saharan Africa suffers in no way from a legislative vacuum. On the contrary, it possesses one of the most progressive bodies of environmental law in existence.

- **The continental constitutional foundation:** adopted in Nairobi on 27 June 1981 under the aegis of the Organisation of African Unity (OAU) and entered into force in 1986, the African Charter on Human and Peoples Rights states, in its Article 24, that "all peoples shall have the right to a general satisfactory environment favourable to their development". This early constitutionalisation of the right to the environment precedes many Western legal frameworks.³
- **The Bamako Convention (1991):** adopted on 30 January 1991 and entered into force in 1998, it constitutes a sovereign response to the trafficking of toxic waste from industrialised countries, prohibiting the importation, onto the continent, of hazardous and radioactive waste.

This legal monument nonetheless runs up against a deficient application. This "textual gap" stems from two organic flaws.

1. Asphyxiation through the lack of implementing decrees

The first global report of the United Nations Environment Programme on environmental rule of law (2019) reached an unequivocal finding: although the number of environmental laws worldwide has increased thirty-eight-fold since 1972 - one hundred and seventy-six countries now possessing a framework law, and more than one hundred and fifty constitutions enshrining the right to a healthy environment - their failure of enforcement remains, according to UNEP itself, one of the greatest challenges of global environmental governance.⁴

The phenomenon is glaring in Africa. Framework laws, adopted unanimously by national parliaments, remain mere declarations of intent for decades. For want of precise implementing decrees, administrations possess neither the scales of sanctions nor the operational procedures that would allow them to penalise offenders.

2. The deficiency of environmental litigation

The judiciary is the most fragile link of this governance. Magistrates and security forces rarely receive specialised training in environmental law. The gravest harms - industrial pollution, destruction of mangroves, clandestine gold panning - are consequently treated as mere minor offences, or stifled for want of means of investigation.

Confirmed in the field – the experience of Humanitas International

Since 2019, Humanitas International has carried out reforestation and environmental-education campaigns in Togo. In 2025, its “Semons l’Avenir” campaign saw 4,450 trees planted across four municipalities on the occasion of the National Tree Day. This field experience confirms a decisive finding: the primary obstacle to environmental governance lies not in the absence of norms, but in their effective implementation, as close as possible to communities.

B. The asymmetry of powers and the extractivist trap

At the very root of this public powerlessness lies the architecture of many African governments, in which the ministries responsible for the Environment suffer a chronic political and budgetary relegation. They are perceived, at best, as diplomatic showcases meant to attract international aid; at worst, as brakes on development. In interministerial trade-offs, the confrontation proves structurally unequal:

Ministry of the Environment	Sovereign and productive ministries (Mines, Energy, Finance)
Derisory budgets; inability to finance field controls.	Highest budgets of the State, backed by the presidency.
Purpose: preservation of ecosystems and social sustainability.	Purpose: maximisation of revenue and immediate foreign currency.
Carries climate alerts and the commitments made at the COPs.	Carries the weight of negotiations with transnational extractive firms.

This configuration structurally favours extractivism. When a deposit of bauxite, gold, cobalt, or hydrocarbons is discovered, Environmental and Social Impact Assessments (ESIA) are frequently reduced to pure administrative formalities. Pressed by debt service and the urgency of essential infrastructure, governments enter into asymmetric concession contracts, whose environmental restoration clauses remain vague, or even legally unenforceable.

C. The capture of the environmental rent

- **Capture by clandestine networks:** the trafficking of precious timber, such as rosewood in West Africa, like clandestine gold panning, thrives on a large scale, owing to the porosity of borders and failures of cross-border control. These activities ravage watersheds, pollute waterways with mercury, and deprive States of considerable fiscal revenue. According to the United Nations Environment Programme, Africa is estimated to lose nearly USD 195 billion each year of its natural capital, through illicit financial flows, illegal mining and logging, poaching, and unregulated fishing.⁵
- **The impunity of industrial actors:** taking advantage of the weakness of environmental policing, certain transnational companies externalise their ecological costs by polluting groundwater and peri-urban areas. The risk of a heavy sanction remaining statistically negligible, the "polluter-pays" principle is thereby neutralised.

African environmental governance thus suffers from a deep ill: rigorous towards small operators, it proves structurally powerless against the actors of large-scale economic predation.

3. The Laboratories of the South: Institutional Innovations and Community Resistance

Faced with the impasse of models imported from the North, the Global South cannot be reduced to a space of vulnerability: it constitutes a vast laboratory of legal and political innovation. As COP31 approaches, the crossing of the trajectories of Africa, Brazil, and the island nations of the Pacific reveals endogenous solutions capable of redefining global environmental governance.

A. The Brazilian model of the Reservas Extrativistas: securing traditional land rights

For a long time, Brazil practised, like Africa, a "fortress ecology": a protection of nature conceived from above, which excluded and criminalised local populations. The shift came through the legal recognition of the rights of the peoples of the forest.

- **The innovation of extractive reserves:** enshrined in Brazilian legislation, this mechanism grants the exclusive management of a territory to traditional communities, on condition that they preserve its ecosystem. The State does not privatise the land; it sanctuarises its use for the benefit of those who protect it.
- **The transposition to the African context:** while West and Central Africa face a wave of land grabbing by foreign agro-industrial firms, the Brazilian example shows the way: the preservation of biodiversity is directly contingent on the legal securing of customary land rights. To legally entrust the forest and the land to local communities is to erect the most effective of barriers against clandestine exploitation and the predation of large groups. The African legal terrain is, moreover, no blank slate: structures for land formalisation already exist - Customary Land Secretariats in Ghana, the Rural Land Agency (AFOR) in Cote d'Ivoire, the National Land Agency (ANDF) in Benin -, ready to host such innovations. Yet such collective land security must be accompanied by an autonomous power of administrative and environmental policing: without a force capable of physically protecting the boundaries of these territories against land grabbers, the legal shield remains a dead letter. It is on this condition that the title becomes a genuine rampart.

B. The Pacific pivot: community resilience tested by urgency

The integration of the Pacific island states - Fiji, Tuvalu - shifts the cursor of governance, from the management of conservation towards the management of survival. These nations, which share with the West African coastlines a dramatic coastal erosion, have developed a governance of adaptation wholly ordered to the resilience of communities.

- **The concept of comprehensive environmental security:** through the Boe Declaration (Pacific Islands Forum, Nauru, 2018), the Pacific imposed the idea that climate change is not a technical problem, but constitutes "the single greatest threat to the livelihoods, security, and wellbeing of the peoples of the Pacific". From this proceed decentralised decision-making structures, in which traditional leaders and municipalities directly conduct the plans for relocation and restoration of coastal ecosystems.⁶

Confirmed in the field – fighting erosion in Aného

In Aného (Lacs 1 municipality), Humanitas International planted 350 coconut palms along the N'lessi shoreline to curb coastal erosion, in partnership with the mayor and the local chieftaincy. The Togolese experience demonstrates it: local authorities and rural communities are the foremost guardians of the environment, provided they have the adequate institutional means.

- **The lesson for coastal Africa:** confronted with the erosion of the Gulf of Guinea, which destroys infrastructure and displaces fishing populations, Africa would do well to abandon the great national technocratic plans in favour of local governance frameworks, endowed with direct financing, that would allow coastal communities to steer their own adaptation.

C. Institutional resilience in the face of political fluctuations

The recent history of Brazil - the dismantling of environmental norms under the Bolsonaro presidency, followed by an undertaking of restoration under the Lula presidency - offers Africa a decisive lesson as to the durability of institutions.

- **Constitutional checks and balances:** if the Amazon was able to survive the waves of deregulation, it owes this to the solidity of the 1988 Constitution and to the independence of the judiciary, foremost among which the Public Prosecutor Office (Ministerio Publico), which acted as an autonomous legal shield against an executive allied with agribusiness.
- **The imperative of independence for African agencies:** in Africa, environmental governance too often collapses at each change of government or reshuffle. The Brazilian precedent demonstrates that it is indispensable to sanctuarise the regulatory agencies and the environmental police, by conferring on them a legal and budgetary autonomy of constitutional rank, which shields them from the moods of majorities and the lobbying of extractive industries.

Togo, a laboratory of ecological sovereignty

Togo concretely illustrates the ambitions of this note. Confronted with the coastal erosion of the Gulf of Guinea, the country is testing responses that combine ecosystem protection with local development: community reforestation, valorisation of the coastline, and the mobilisation of local authorities. The Port of Lomé, one of the most active in West Africa, and the rise of the blue economy make it a strategic foothold for thinking through the transition. It is in this spirit that the International Forum on the Environment and the Blue Economy (FIEEB 2026) takes shape, conceived as a framework for mobilising public, private, and community stakeholders around these issues.



4. The Addis Ababa Agenda: Recommendations for an African Ecological Sovereignty

The geopolitical trajectory of the Souths, which extends from the forests of Belem to the islands of the Pacific, must find its institutional consecration on African soil, at COP32. To weigh fully in global climate governance and to make of its ecosystems so many levers of emancipation, sub-Saharan Africa must undertake a profound overhaul of its modes of governance. Five recommendations stand out, addressed to State decision-makers, regional organisations, and civil society.

1. Constitutionalise governance and grant autonomy to oversight bodies

- **Recommendation:** after the image of the Brazilian constitutional model, inscribe the legal and budgetary independence of national environmental management agencies in the founding texts of States. These agencies, like the inspection corps, must have autonomous budgets, indexed on mining or oil extraction taxes, in order to conduct their controls without depending on ministerial allocations or international aid.

2. Secure customary land rights to make them ecological shields

- **Recommendation:** establish national legal frameworks inspired by the Amazonian Reservas Extrativistas. Recognise and formalise, through collective titles, the customary land rights of local and indigenous communities, subordinating these exclusive use rights to a charter of sustainable management - thereby erecting populations as the foremost guardians of the territory against land grabbing and clandestine gold panning.

3. Specialise the judiciary and repress environmental crime

- **Recommendation:** create, within African jurisdictions, specialised environmental prosecution offices, and introduce mandatory modules of environmental law in the schools of the magistracy and the gendarmerie. Make ESIAs public and ease the rules of admissibility, so that civil society organisations and citizens may act directly against the State or the enterprises responsible for ecological degradation.

4. Build a single diplomatic front on ecosystem services

- **Recommendation:** consolidate the alliance of the great forest basins and broaden it to the nations of the Pacific, so as to integrate the protection of marine ecosystems. Demand, with one voice, the substitution for the voluntary carbon-offset mechanisms of a system of payments for ecosystem services (PES), set sovereignly by the countries of the South. Subordinate access to African carbon sinks to substantial cancellations of sovereign debt and to transfers of clean technologies. Such a front, however, presupposes overcoming the plurality of African interests, as hydrocarbon-exporting States do not always share the priorities of the most exposed or most conservation-oriented countries. It falls to the African Union, from Addis Ababa, to play this pivotal role of harmonisation before 2027, transforming the continent's natural capital into an instrument of collective negotiation.

5. Territorialise adaptation and the resilient economy

- **Recommendation:** draw on the decentralised governance of the Pacific to establish community adaptation funds. Allocate a determined share of mining or maritime royalties directly to municipalities and traditional chieftaincies, in particular to stem the erosion of the Gulf of Guinea and the desertification of the Sahel, favouring nature-based solutions.

Conclusion: Making Addis Ababa a Beginning

COP32 in Addis Ababa cannot be merely one more conference. It must mark the entry of Africa — and, through it, of the Souths — into a new era of ecological sovereignty, in which the protection of the environment ceases to be endured as a constraint imposed from outside and becomes instead a lever of development, stability, and dignity for peoples.

Such is the stake of the Trajectory of the Souths: not to beg for a seat at the table of an order devised without it, but to redefine the very terms of the dialogue. The continent that constitutionalised the right to the environment before many others, that harbours the forests and soils on which the world's balance depends, has a voice to make heard, and the time has come to carry it as one.

Notes and References

1. Pacific Islands Forum and Australian Government (DCCEEW), announcement of 26 February 2026: Fiji to host the pre-COP meetings, Tuvalu a leaders' component; expected early October 2026.
2. UNFCCC, "Türkiye-Australia Partnership Modalities", 21 November 2025: Türkiye holds the COP31 Presidency, Australia serves as President of Negotiations.
3. African Charter on Human and Peoples' Rights, OAU, adopted in Nairobi on 27 June 1981, entered into force on 21 October 1986, Article 24.
4. UNEP, Environmental Rule of Law: First Global Report, Nairobi, 2019 (38-fold increase in environmental laws since 1972; 176 framework laws; more than 150 constitutions).
5. UNEP, estimates of Africa's natural-capital loss (on the order of USD 195 billion per year: illicit flows, illegal mining and logging, poaching, unregulated fishing).
6. Pacific Islands Forum, Boe Declaration on Regional Security, Nauru, 2018.

Bibliography and Reference Sources

- African Charter on Human and Peoples Rights, Organisation of African Unity (OAU), adopted in Nairobi on 27 June 1981, entered into force on 21 October 1986 (Article 24).
- Bamako Convention on the Ban of the Import into Africa of Hazardous Wastes and the Control of their Transboundary Movements, OAU, adopted on 30 January 1991, entered into force in 1998.
- United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), Earth Summit, Rio de Janeiro, 1992.
- Pacific Islands Forum, Boe Declaration on Regional Security, Nauru, 2018.
- United Nations Economic Commission for Africa (ECA), Report on the Governance of Natural Resources in Africa and the Challenges of Extractivism, Addis Ababa, 2023.
- Constitution of the Federative Republic of Brazil, 1988 (social function of property; role of the Public Prosecutor Office).
- Third World Network, analyses on climate finance and North-South asymmetries, 2024.

- United Nations Environment Programme (UNEP), Environmental Rule of Law: First Global Report, Nairobi, 2019.
- United Nations Environment Programme (UNEP), work on the Bamako Convention, natural-capital loss (estimated at USD 195 billion per year), and African environmental governance.
- UNFCCC, decisions and arrangements relating to the presidency of COP31 (Antalya, 2026) and COP32 (Addis Ababa, 2027).
- Elinor Ostrom, Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action, Cambridge University Press, 1990.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), Assessment Reports on climate change.
- International Union for Conservation of Nature (IUCN), work on nature-based solutions.

Erika Reijnders-Netchenawoe

Co-founder and President of Humanitas International (Togo, Belgium)

Founder of SIC — Strategic Institutional Consulting | Togo Country Chair, G100

asbl.humanitas@gmail.com | www.humanitas-asbl.com